

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 2 MARS 1906.

BUDGET DU MINISTÈRE DE LA GUERRE POUR L'EXERCICE 1906 (1).

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HENRY DELVAUX.

MESSIEURS,

Au cours des délibérations de la Section centrale, diverses questions ont été soulevées.

Plusieurs présentent à ses yeux une importance considérable, et elle se permet d'insister auprès de M. le Ministre de la Guerre pour qu'il veuille bien leur donner toute son attention.

I. — La défense nationale.

La première, touche immédiatement et directement à la défense même du territoire.

Depuis quelques mois, on a fait entendre dans le pays des alarmes patriotiques : on a réclamé du Parlement des crédits importants pour mettre à la hauteur de la stratégie moderne le système défensif d'Anvers.

D'autre part, M. le Ministre de la Guerre, avec une louable vigilance, a pris, relativement aux forts de la Meuse, des mesures de précaution qui ont fixé les regards du pays.

Cela ne suffit cependant point; à l'époque actuelle, l'armement joue dans le succès des armées un rôle prépondérant. A plusieurs reprises, la Section centrale a insisté sur l'urgence qu'il y avait à munir l'artillerie

(1) Budget, n° 4, X.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINCX, était composée de MM. HENRY DELVAUX, GIELEN, LE PAIGE, PIRMEZ, GIROUL et VAN LIMBURG-STIRUM.

de campagne de canons mieux en rapport avec l'intensité et la rapidité du tir de l'artillerie de nos voisins.

La gravité de cette question n'avait d'ailleurs pas été perdue de vue par le Département de la Guerre.

Depuis un certain temps déjà, une Commission a été chargée de faire des études comparatives sur le matériel proposé par cinq grandes firmes jouissant de la meilleure réputation. Ces études viennent d'aboutir.

La Section centrale a été heureuse d'apprendre qu'« un premier crédit » sera sollicité par amendement au Budget actuel pour la fourniture d'une » partie du matériel et des munitions »

Dès l'instant où l'on met les troupes en campagne, il faut les munir des armes et des munitions nécessaires à se défendre; agir autrement, serait à la fois mettre à néant les sacrifices que la nation s'impose depuis soixante-quinze ans pour soutenir son armée et exposer celle-ci à un inévitable et cruel désastre.

La Section centrale a exprimé le vœu que, dans la mesure où le permettent les intérêts supérieurs de la défense nationale, l'industrie belge reçoive la plus large part de commande du nouveau matériel.

Le Département s'est déclaré d'accord avec ce desideratum et il annonce « que les bouches à feu et la presque totalité du matériel et des munitions » seront fabriqués en Belgique; les droits de l'industrie nationale seront ainsi » absolument sauvegardés ».

La question de la mobilisation éventuelle et de la mise de l'armée sur pied de guerre entraîne l'examen de divers problèmes d'importance essentielle : telle la disposition des garnisons et des diverses armes sur les points du pays, où les effectifs dépendants de chaque arme pourraient le mieux remplir le rôle auquel ils sont appelés, etc.

La Section centrale ne s'est point arrêtée à ces préoccupations, convaincue que le Département de la Guerre ne perd point de vue ces choses essentielles et qu'il leur donnera la suite que les circonstances exigent.

Mais la rapidité et la facilité des renseignements, des communications et des transports ont fait de sa part l'objet d'un examen qui a abouti aux deux questions que voici :

Question.

« Les progrès récents de l'aérostation et les applications à l'art militaire dont ils sont susceptibles ont-ils attiré l'attention du Département de la Guerre?

» Celui-ci se propose-t-il d'instituer des études et d'organiser des expériences en vue de ces applications?

» Une partie du crédit inscrit à l'article 35 (nouveau) sera-t-elle affectée à cet effet? »

Réponse.

« Le Département de la Guerre s'occupe depuis longtemps de l'application à l'art militaire des progrès de l'aérostation.

» La compagnie d'ouvriers et aérostiers possède un matériel perfectionné, avec lequel elle s'exerce et procède aux études et aux expériences qui se rapportent à l'aérostation.

» Le crédit inscrit à l'article 35 (nouveau) est destiné à l'achat d'une partie du matériel nécessaire à l'installation d'une section aérostatique à Namur. »

Question.

« Le Département de la Guerre ne se propose-t-il pas d'inaugurer, dans les services des transports militaires, l'emploi des véhicules automobiles ? »

Réponse.

« Le Département de la Guerre a déjà étudié l'application de la traction mécanique à des transports militaires; il a prévu l'emploi de voitures automobiles pour certains services de l'armée mobilisée. »

II. — Réparation des accidents résultant du service militaire.

Une autre question qui prend rang immédiatement à côté du souci de la défense nationale est l'obligation qui incombe au Département de la Guerre de réparer le préjudice qu'un accident, survenu au cours du service militaire, entraîne pour la victime ou pour la famille, si la victime a succombé.

A diverses reprises, la Section centrale et son rapporteur soussigné ont insisté, de la façon la plus pressante, pour que ce douloureux problème reçût une solution.

Rien n'est plus pénible et en même temps plus fâcheux pour l'appréciation des familles à l'égard du service militaire, que de voir un de ces infortunés, qu'un accident de caserne ou d'exercice a mis hors d'état d'assurer sa subsistance, vivant péniblement à l'aide de secours insuffisants.

Depuis que la loi du 24 décembre 1903 a proclamé, d'une manière générale, le droit de l'ouvrier à une réparation forfaitaire, la situation des victimes d'accidents militaires est devenue une injustifiable exception.

Sans doute, l'initiative parlementaire peut mettre un terme à cette situation, et elle y sera vraisemblablement amenée; mais il eût paru préférable, pour l'élaboration du projet de loi lui-même, que celle-ci fût assise sur les renseignements précis et nombreux que possède le Département.

La Section centrale a voulu, cette année encore, témoigner de son vif désir d'obtenir une solution, et elle a posé à ce sujet la question suivante à M. le Ministre de la Guerre :

Question.

« Le Département de la Guerre ne se propose-t-il pas de déposer un projet de loi, ou, tout au moins, de majorer les crédits, en vue d'assurer aux

victimes, ou, éventuellement, aux familles des victimes d'accidents survenus au cours du service militaire, une indemnité correspondant à celle qu'alloue la loi du 24 décembre 1905 sur les accidents du travail?

» D'ores et déjà, M. le Ministre ne pourrait-il augmenter de 25,000 francs (somme non limitative) le *littera D* de l'article 32 et y prévoir le cas de mort résultant d'accidents? »

Réponse.

« Ainsi que je l'ai déclaré, le 8 mars 1908, au cours de la discussion du Budget de la Guerre pour 1908, ce projet, actuellement à l'examen, exige des études très sérieuses et entraîne des conséquences budgétaires qui nécessitent une entente avec le Département des Finances. Il n'est pas encore possible de fixer l'époque à laquelle un projet de loi sera déposé.

» Les secours accordés aux parents des militaires tués dans l'exercice de leurs fonctions, ou morts des suites de blessures ou d'affections contractées à l'occasion du service, sont imputés à charge du chapitre IX, article 32, *littera C*, du Budget.

» Un amendement augmentant cet article de la somme de 25,000 francs sera déposé. »

III. — Bâtiments militaires.

Un autre objet qui, depuis quelques années, réclame régulièrement son inscription au rapport de la Section centrale sur le Budget de la Guerre, est celui des travaux de la nouvelle école militaire.

Le Département a été prié de dire si les bâtiments étaient terminés. Quand les élèves y entreraient.

M. le Ministre a répondu :

« L'École militaire pourra être occupée par les élèves à la reprise des cours, vers la fin de 1908.

» Il reste encore à construire les bâtiments de l'avenue de la Renaissance et à parachever les autres locaux. »

Au sujet des bâtiments militaires, la Section centrale se fait l'écho des sollicitations dont plusieurs de ses membres ont été l'objet, en exprimant à M. le Ministre de la Guerre le double desideratum que voici :

1° C'est d'abord que — autant que possible — les matériaux de construction soient demandés aux carrières et aux industries belges.

On sait, en effet, avec quelle amertume les patrons et ouvriers carriers du pays se plaignent de ce que souvent on donne à l'étranger des commandes qui pourraient être faites à l'industrie nationale.

Sans doute, la Section centrale estime qu'on ne peut, pour un intérêt commercial, compromettre le caractère architectural d'un monument qui doit traverser les siècles.

Mais elle pense, que, sauf des exceptions dont le nombre est limité, les casernes ne sont point situées en des endroits où elles doivent jouer un rôle

monumental, et qu'en outre, les matériaux du pays, harmonieusement disposés, peuvent produire un effet très heureux.

S'il en est ainsi, on ne peut méconnaître, d'autre part, que dans un pays de surproduction comme le nôtre et où la demande est restreinte, il est très décourageant pour l'industrie nationale de constater que le Gouvernement donne à l'étranger, pour des bâtiments de l'État, des commandes importantes qui assureraient aux capitaux et aux travailleurs belges une rémunération hautement appréciable.

2° Il a été d'autre part demandé, à diverses reprises, que le luxe superflu fût banni des constructions militaires.

Ce qui est souhaitable dans les casernes, c'est le confort intérieur.

Qu'on assure au quartier des officiers, aux sous-officiers et aux soldats, de l'air et de la lumière en abondance, le respect des lois de l'hygiène, une heureuse disposition des bâtiments, et l'on aura fait plus et mieux pour eux que de surcharger les façades de décorations lourdes et massives, dont l'effet esthétique est très discutable.

IV. — Amélioration des positions.

L'unification des appointements.

Les adjoints du Génie.

Les commis du Génie.

Le personnel de l'institut cartographique militaire.

Les employés civils du Département de la Guerre.

Les musiciens gagistes.

L'Unification des appointements.

La Section centrale s'est occupée aussi de diverses catégories de personnes qui relèvent du Département de la Guerre et pour lesquelles elle sollicite toute la bienveillance du Département.

Elle a d'abord posé une question au sujet de l'unification des appointements.

Elle se rappelle, en effet, que l'honorable M. Van den Peereboom, lorsqu'il dépensait les manifestations de son activité et de sa bienveillance à l'intérieur du Ministère de la Guerre, avait fait espérer cette réforme attendue impatiemment par un grand nombre d'officiers.

Elle a obtenu cette réponse :

« Le Gouvernement s'en réfère aux réponses faites aux Sections centrales chargées de l'examen des Budgets de la Guerre pour 1900 et 1903. »

Les adjoints du Génie.

A maintes reprises, la Chambre a témoigné de l'intérêt qu'elle porte au personnel du service spécial du Génie militaire, officiers, adjoints, commis et surveillants, soit en intercedant auprès du Gouvernement en leur faveur, soit en votant les crédits nécessaires pour améliorer leur situation.

En ce qui concerne plus particulièrement le cadre des adjoints du Génie,

on a souvent réclamé pour eux l'application des excellentes mesures adoptées en faveur des adjoints du Génie français, qui ont aujourd'hui droit aux émoluments et autres privilèges attribués aux officiers combattants jusque et y compris le grade de major. Ne pourrait-on améliorer la position de nos adjoints du Génie en leur octroyant les mêmes avantages ?

Malgré la similitude d'attributions des adjoints du Génie dans les deux pays, malgré leur commune origine, les adjoints belges sont moins bien traités, parce que l'on continue à leur appliquer l'arrêté royal du 16 avril 1854, qui leur attribue la qualité de fonctionnaires civils. On les considère donc comme fonctionnaires civils en ce qui concerne les émoluments et la pension ; mais en ce qui concerne l'avancement, on leur applique l'article 2 de la loi du 16 août 1873 qui fixe leur cadre et leur donne la qualité d'officiers en activité de service.

Il s'en faut cependant qu'ils soient considérés comme officiers, car une série de décisions prises ou proposées par l'Administration militaire infirment la portée de la loi et enlèvent aux adjoints une grande partie des privilèges accordés aux officiers. La loi n'est guère appliquée que pour fixer les cadres et la répartition dans chaque classe, c'est-à-dire le mode d'avancement.

Ainsi le rang hiérarchique des adjoints du Génie n'étant pas fixé, lorsqu'ils sont appelés à exercer leurs fonctions en temps de guerre dans les places fortes ou aux parcs de campagne, ils n'ont aucune des compensations accordées pour ce surcroît d'efforts, ni l'indemnité d'entrée en campagne, ni la majoration du temps passé à la guerre pour la supputation de la pension, etc. Ils ne sont même pas dotés de l'armement nécessaire à leur défense personnelle ; ils ne possèdent pas les règlements militaires qu'ils auront à appliquer ; ils n'ont pas de tenue de campagne, et celle qu'ils portent quelques fois par an n'est pas reconnue par la troupe. Il semble, dès lors, qu'on soit disposé à en faire uniquement des fonctionnaires civils, contrairement à ce qui se passe en France et en Allemagne, où ils sont complètement assimilés.

Pour la bonne utilisation du service du Génie à la guerre et même en temps de paix, il est évident que l'assimilation des adjoints du Génie s'impose, et comme cette solution serait de nature à leur procurer des avantages moraux et matériels, c'est elle que nous proposons pour améliorer leur position. Cette assimilation devrait se faire jusque et y compris le grade de major.

Si, pour des raisons que nous ne connaissons pas, cette assimilation n'était pas possible, nous demandons à M. le Ministre de la Guerre d'appliquer aux adjoints du Génie les dispositions qu'il a prises en faveur d'autres fonctionnaires civils de son Département et notamment des directeurs du service du couchage à l'Intendance, pour régler leur avancement, c'est-à-dire d'admettre un délai moyen pour le passage d'une classe à une autre sans attendre que des vacances se produisent dans la classe supérieure. C'est la même règle d'avancement qui régit d'ailleurs les cadres similaires des autres Départements ministériels : ingénieurs et conducteurs des Ponts et Chaussées ; ingénieurs, chefs de section et sous-chefs de section aux Chemins de fer de l'État. On a pu de la sorte régulariser l'avancement de ces fonctionnaires.

Nous aurons démontré la nécessité de ces réformes lorsque nous aurons rappelé qu'actuellement il existe des adjoints du Génie de 2^e classe qui ont seize ans de service, stage compris, soit huit ans par classe, tandis que les

adjoints de classes supérieures n'ont passé en moyenne que quatre à cinq ans par classe. De semblables anomalies, préjudiciables et décourageantes pour de bons fonctionnaires, seraient évitées par le moyen que nous rappelons ci-dessus et que M. le Ministre de la Guerre a déjà bien voulu mettre à l'essai, ainsi que nous l'avons dit.

Antérieurement déjà la Section centrale avait demandé que des mesures fussent prises en faveur de ces agents; elle y est revenue cette année encore par la question que voici :

Question.

« M. le Ministre pense-t-il prendre sous peu les mesures depuis longtemps annoncées, relativement à la situation des adjoints du Génie? »

» La Section centrale pourrait-elle obtenir communication des mesures projetées? »

Réponse.

« C'est par les adjoints que l'on a commencé à améliorer la position des fonctionnaires et employés du Génie; ils ont donc déjà reçu une première satisfaction.

» Mais de nouveaux avantages pourront, sans doute, leur être encore accordés; cette question est à l'examen. »

La Section centrale n'a éprouvé aucune surprise en apprenant que « cette question est à l'examen »; elle se déclarerait beaucoup plus satisfaite si cet examen, qui doit être aujourd'hui très mûr, se traduisait par une solution.

Les commis du Génie.

La Section centrale a été priée de s'intéresser aussi aux commis du Génie, dont les desiderata se traduisent comme suit :

Qu'il soit accordé :

1° Aux commis du Génie qui ont cinquante années d'âge, vingt-cinq années de service et cinq ans sans augmentation de traitement, l'augmentation du cinquième, comme cela se pratique pour tous les employés de l'Administration centrale du Ministère de la Guerre et des autres Départements ministériels;

2° Des augmentations régulières d'appointements, c'est-à-dire tous les trois ans, augmentations qui sont accordées aux autres catégories de fonctionnaires et d'employés ressortissant au Département de la Guerre (sauf le Génie) et ceux des autres Départements ministériels.

La somme à porter à l'article 13 du Budget ne serait que légèrement augmentée, quelques commis seulement se trouvant dans les conditions indiquées ci-avant.

Le personnel de l'Institut cartographique.

La situation des employés de cet important établissement mérite d'être mise en relief, car elle semble, — à l'inverse de ce qui est de règle aujourd'hui

dans toutes les grandes administrations publiques, — elle semble, dis-je, ne reposer sur aucune organisation stable.

Voici en quels termes, la Section centrale s'est adressée, au sujet de ces employés, à M. le Ministre de la Guerre :

« L'Institut cartographique militaire (5^e direction générale) est la seule des six directions générales composant le Département de la Guerre qui n'a ni organisation des cadres, ni barème de traitement. Rien ne règle le recrutement du personnel, contrairement à ce qui se pratique dans tous les Départements ministériels, et rien ne permet à ces employés d'espérer ou même de prévoir un avenir quelconque; ils sont soumis à des règles variables, situation qui, par le fait du manque d'organisation officielle, doit donner et donne d'ailleurs souvent lieu à des irrégularités.

» Ces règles si variables, en rapport direct avec le changement de chefs, sont appliquées sans base fixe.

» M. le Ministre ne se propose-t-il pas de remédier à cette situation, et dans quel délai les intéressés peuvent-ils espérer obtenir satisfaction ? »

M. le Ministre a répondu :

« L'Institut cartographique militaire (5^e direction générale) est exploité en régie.

» Le cadre du personnel permanent est déterminé par l'arrêté royal du 8 novembre 1902.

» Le Ministre de la Guerre fixe, d'après les besoins du service, le nombre d'employés temporaires à nommer, en vertu de l'arrêté royal du 31 janvier 1864.

» L'employé, qui entre à l'établissement, reçoit un traitement initial en rapport avec son habileté professionnelle.

» Des augmentations de traitement sont accordées, dans les limites des ressources budgétaires, aux employés dignes de cette faveur, en raison de leurs aptitudes, de l'importance de leurs travaux et de l'ancienneté de leurs services.

» Un barème de traitement, basé uniquement sur l'ancienneté, n'est pas applicable à des employés qui ne sont pas et ne peuvent être admis dans des conditions identiques. La bonne marche du service exige que les augmentations soient accordées en raison de la qualité et de la quantité de travail que l'employé peut et veut fournir.

» Le Département de la Guerre étudie la question de décerner le grade d'employé permanent à un plus grand nombre d'agents et d'établir un barème d'avancement. »

Employés civils du Département de la Guerre.

Un Membre de la Chambre a prié M. le Président de la Section centrale de soumettre à celle-ci la question suivante :

« Le projet de Budget du Ministère de la Guerre, pour l'exercice 1906, comporte, à son article 2, une augmentation de 24,743 francs, pour accorder

des augmentations normales de traitement à des fonctionnaires et employés civils du Département.

» Comme le Département comporte plusieurs catégories d'emplois civils, M. le Ministre ne voudrait-il pas spécifier :

» 1° Celles qui reçoivent régulièrement des augmentations normales, et depuis quand elles les reçoivent?

» 2° Celles qui ne se trouvent pas dans ces conditions, et les raisons pour lesquelles elles ne jouissent pas de ces avantages? »

La Section centrale s'est fait un devoir de transmettre la question de notre honorable Collègue au Département, qui a répondu :

« 1^{re} CATÉGORIE. Reçoivent régulièrement des augmentations normales de traitement :

» 1° Tous les fonctionnaires et employés civils, ainsi que les gens de service de l'Administration centrale. Les augmentations accordées aux gens de service sont rendues normales et régulières depuis l'année 1902;

» 2° Les employés civils des établissements de fabrication de l'Artillerie : a) les fonctionnaires techniques, depuis 1888; b) les fonctionnaires et employés du cadre administratif, depuis 1896, et c) les contrôleurs et reviseurs d'armes, depuis 1903;

» 3° Les mécaniciens du service des mines sous-marines (arrêté royal du 30 juin 1901); les gardes-éclusiers du Génie (arrêté royal du 26 mars 1903);

» 4° Les fonctionnaires et employés civils du magasin central d'habillement de l'armée, en vertu du règlement annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1904;

» 5° Les fonctionnaires et employés civils du service du couchage de l'armée, en vertu des dispositions de l'arrêté royal du 7 décembre 1903;

» 6° Les employés et ouvriers civils, recrutés par application des dispositions de l'article 100 de la loi du 21 mars 1902 sur la milice;

» 2^e CATÉGORIE. Ne reçoivent pas régulièrement des augmentations normales de traitement :

» 1° Les employés et les ouvriers permanents de l'Institut cartographique militaire dont le traitement ou le salaire dépend des aptitudes, de l'importance de leurs travaux et de l'ancienneté;

» 2° Les adjoints, commis ou surveillants du Génie.

» Ils sont répartis en classes; dans chaque classe existent un traitement minimum et un traitement maximum.

» Ils passent par ancienneté, et lorsque des vacances se produisent, d'une classe à la suivante, et du minimum au maximum de traitement. »

Les musiciens-gagistes.

Enfin, pour assurer la bonne harmonie des corps de troupe, la Section centrale s'est enquis du point de savoir si les musiciens gagistes réengagés recevaient une solde moindre que celle qu'ils touchaient pendant leur premier engagement.

M. le Ministre a répondu à la Section centrale en ces termes :

« La solde des musiciens est fixée par le Ministre de la Guerre, sur la proposition du chef de corps. (Règlement sur la comptabilité des corps de troupe, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1906.)

» Lorsque les musiciens gagistes se rengagent, leurs titres à la solde qu'ils touchaient antérieurement sont examinés par le chef de corps sur rapport fait par la Commission de musique.

» Ceux des intéressés qui ont démerité, en ne s'appliquant pas à augmenter leurs connaissances, peuvent être proposés au Ministre pour une diminution de solde. Par contre, les musiciens gagistes qui ont fait preuve d'un travail qui les distingue dans leur art reçoivent ordinairement, à ce moment, une augmentation de solde. »

V. — Le vote du Budget.

Dans les diverses sections de la Chambre, l'examen du Budget avait été des plus sommaires.

Trois sections n'avaient formulé aucune observation, deux sections en ont présenté une, une en a soulevé quatre.

Les votes se sont répartis comme suit :

1 ^{re} Section	9 oui, 2 non.
2 ^e »	14 oui.
3 ^e »	8 oui, 7 non.
4 ^e »	6 oui, 3 non.
5 ^e »	7 oui, 4 non et 1 abstention.
6 ^e »	9 oui, 1 non.
80 oui, 17 non et 1 abstention.	

Le Section centrale a voté le Budget et approuvé le rapport à l'unanimité de ses membres.

Le Rapporteur,
HENRY DELVAUX.

Le Président,
E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 2 MAART 1906.

Begrooting van het Ministerie van Oorlog voor het dienstjaar 1906 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRY DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

Tijdens de beraadslagingen in de Middenafdeeling werden verscheidene vraagstukken opgeworpen.

Vele dezer zijn, volgens haar, uiterst gewichtig, en zij veroorlooft zich bij den heer Minister van Oorlog aan te dringen, opdat hij gelieve er zijne volle aandacht op te vestigen.

I. — 's Lands verdediging.

Het eerste vraagstuk raakt onmiddellijk en rechtstreeks de verdediging zelve van ons grondgebied.

Sedert eenige maanden werd in het land lucht gegeven aan eene vaderlandsche vrees : aan de Kamers werden aanzienlijke kredieten gevraagd om de vesting Antwerpen in te richten naar de vereischten der hedendaagsche krijgskunst.

Anderzijds nam de heer Minister van Oorlog met loffelijken ijver ten opzichte der Maasforten voorzorgsmaatregelen die 's lands aandacht hebben gewekt.

Dat volstaat evenwel niet; ten huidigen dage, is de bewapening van overwegend gewicht voor welgeslaagde krijgsv verrichtingen. Herhaaldelijk verklaarde de Middenafdeeling dat het dringend noodig is aan de veldartillerie

(1) Begrooting, n° 4, X.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINCKX, bestond uit de heeren HENRY DELVAUX, GIELEN, LE PAIGE, PIRNEZ, GIROUL en VAN LIMBURG-STIRUM.

kanonnen te bezorgen die de snelvurende kanonnen onzer naburen meer nabijkomen.

Het Departement van Oorlog had overigens dit ernstig vraagstuk niet uit het oog verloren.

Reeds sedert geruimen tijd is eene Commissie aangesteld om vergelijkende studiën te doen over het materieel, voorgesteld door vijf zeer befaamde groote firma's. Deze studiën zijn afgeloopen.

Met genoegen vernam de Middenafdeeling, dat « een eerste krediet bij » amendement op deze Begrooting zal worden aangevraagd voor de levering » van een deel des materieels en der ammunitie ».

Van 't oogenblik dat de troepen te velde trekken, moeten zij, om zich te verdedigen, voorzien zijn van de noodige wapens en ammunitie; werd er anders gehandeld, men zou de opofferingen verijdelen, welke het land zich sedert vijf-en-zeventig jaar getroost om zijn leger in stand te houden, en het zou onverwijdclijk aan eene erge nederlaag worden blootgesteld.

De Middenafdeeling uit den wensch, dat voor zooveel de hoogere belangen van 's lands verdediging zulks veroorloven het meerendeel van het nieuw materieel worde geleverd door de Belgische nijverheid.

Met dit verlangen stemt het Departement in : het deelt ons mede « dat de » vuurmonden en schier al het materieel en de ammunitie in België worden » vervaardigd, zoodat de rechten van 's lands nijverheid volkomen worden » gevrijwaard. »

Naar aanleiding van eene mogelijke mobielmaking, en de inrichting des legers op oorlogsvoet werden verscheidene uiterst gewichtige vraagstukken onderzocht, als daar zijn de indeeling der garnizoenen en der verschillende wapens over de plaatsen des lands waar de tot ieder wapen behorende manschappen het best aan hunne taak zouden beantwoorden, enz.

Hierbij verwijlde de Middenafdeeling niet lang, daar zij zich overtuigd houdt dat het Departement van Oorlog deze belangrijke zaken niet uit het oog verliest en handelen zal zooals de omstandigheden het vereischen.

Doch nader werden door haar onderzocht het gemak der inlichting, der gemeenschap en des vervoers, waarover zij de twee volgende vragen stelde :

Vraag.

« Vestigde het Departement van Oorlog zijne aandacht op de jongste verbeteringen in zake van luchtvaart, met dezer mogelijke toepassing op de krijgskunst ?

» Denkt het Departement die toepassing te bestudeeren en proefnemingen te doen ?

» Wordt daartoe een deel van het krediet aangewend, dat is uitgetrokken onder het nieuw artikel 35 ? »

Antwoord.

« Sedert lang bestudeert het Departement van Oorlog de toepassing der verbeterde luchtvaart op de krijgskunst.

» De compagnie der werklieden en luchtvaarders bezit een verbeterd materieel, waarmede zij oefeningen verricht en proeven in zake van luchtvaart neemt.

» Het krediet, onder het nieuw artikel 33 uitgetrokken, moet dienen tot het aankopen van een deel des materieels, benoodigd om te Namen eene afdeeling voor luchtvaart in te richten. »

Vraag.

« Denkt het Departement van Oorlog, ten behoeve van militair vervoer, motorrijtuigen te bezigen? »

Antwoord.

« Het Departement van Oorlog heeft het mechanisch vervoer voor het leger reeds bestudeerd; voor sommige diensten van het mobielgemaakt leger is het gebruik van motorrijtuigen voorzien. »

II. — Vergoeding van ongevallen, naar aanleiding van den krijgsdienst verwekt.

Onmiddellijk na de zorg voor 's lands verdediging, rust op het Departement van Oorlog de verplichting tot het vergoeden van schade, veroorzaakt door een ongeval tijdens den krijgsdienst, zoo voor het slachtoffer zelf als voor dezer familie, wanneer het bezwijkt.

Herhaaldelijk drongen de Middenafdeeling en haar ondergeteekende verslaggever aan om dit smartelijk vraagstuk op te lossen.

Voor het oordeel der familiën in zake van krijgsdienst, is niets zoo pijnlijk en jammerlijk dan te moeten zien dat een dezer ongelukkigen, door een ongeval ter kazerne of bij den krijgsdienst buiten staat gesteld om voor zijn bestaan te zorgen, met moeite kan voortleven door middel van ontoereikenden onderstand.

Sedert de wet van 24 December 1903 in algemeenen zin bepaalde dat de werkmán recht heeft op eene vooraf vastgestelde vergoeding, is de toestand der slachtoffers van ongevallen bij den krijgsdienst eene onverdedigbare uitzondering geworden.

Ongetwijfeld kan aan dien toestand een einde worden gesteld op voordracht van parlementsleden, en dat zal waarschijnlijk moeten geschieden; doch voor het opstellen van het wetsontwerp zelf ware 't beter geweest dit laatste te steunen op de nauwkeurige en talrijke inlichtingen, welke het Departement bezit.

Nogmaals wilde de Middenafdeeling dit jaar blijk geven van haar vurig verlangen om tot eene oplossing te geraken en daarom stelde zij den heer Minister van Oorlog onderstaande vraag :

Vraag.

« Is het Departement van Oorlog niet vanzins een wetsontwerp over te leggen, of ten minste de kredieten te verhoogen, ten einde aan de slacht-

offers of bij voorkomend geval aan de familiën der slachtoffers van ongevallen bij den krijgsdienst eene vergoeding te verleenen, gelijkstaande met die welke wordt toegekend bij de ongevallenwet van 24 December 1903?

« Kan de heer Minister niet van nu af aan littera *D* van artikel 32 verhoogen met eene niet beperkende som van 25,000 frank, en daarin voorzien het geval van overlijden ten gevolge van het ongeval? »

Andwoort.

« Zooals ik den 8^e Maart 1905, tijdens de behandeling der Begrooting van Oorlog voor 1905 verklaarde, vereischt dit thans onderzocht wordend ontwerp zeer ernstige studiën en brengt het in zake van begrooting gevolgen mede die eene overeenkomst met het Departement van Financiën noodig maken. Vooralsnu kan ik niet zeggen wanneer een ontwerp van wet zal worden overgelegd.

» De onderstand, verleend aan verwanten van militairen, gedood bij de uitoefening van hun ambt, of bezweken aan de gevolgen van verwondingen of ziekten, opgedaan naar aanleiding van den dienst, wordt betaald ten laste van hoofdstuk IX, artikel 52, littera *C* der Begrooting.

» Er zal een amendement worden overgelegd, om dit artikel te verhoogen met 25,000 frank. »

III. — Militaire gebouwen.

Eene andere zaak, die sedert enkele jaren regelmatig moet behandeld worden in het verslag der Middenafdeeling over de Begrooting van Oorlog, geldt de werken der nieuwe militaire school.

Het Departement werd verzocht te verklaren of de gebouwen waren voltooid en wanneer de leerlingen ze zouden betrekken.

Daarop antwoordde de heer Minister :

« De militaire school kan door de leerlingen worden betrokken bij de hervatting der leergangen, rond het einde van 1908.

» De gebouwen in de Renaissancelaan moeten nog worden opgetrokken en andere lokalen voltooid. »

In zake van militaire gebouwen, herhaalt de Middenafdeeling de aanzoecken, bij velen harer leden gedaan, en drukt zij den heer Minister van Oorlog dezen tweevoudigen wensch uit :

1^o Vooreerst dat de bouwmaterialen, voor zooveel mogelijk, zouden besteld worden bij Belgische steengroeven en nijveraars.

Men weet immers hoe bitter de eigenaars van steengroeven en dezer arbeiders klagen omdat er veeltijds aan vreemdelingen bestellingen worden gedaan, welke aan de inlandsche nijverheid konden worden gegeven.

De Middenafdeeling neemt wel aan dat men uit handelsbelang het aanzien van een gebouw dat eeuwen moet doorleven, niet in gevaar mag brengen

Toch denkt zij dat, behalve beperkte uitzonderingen, kazernen niet worden gebouwd op plaatsen waar zij monumentaal hoeven te zijn en dat

overigens van oppassendewijze aangebrachte inlandsche materialen een zeer gelukkig nitwerksel is te verwachten.

Is dit zoo, dan valt het anderzijds niet te ontkennen dat het in een land waar te veel wordt voortgebracht en waar de vraag beperkt is, zooals in het onze, voor 's lands nijverheid alles behalve aanmoedigend is, wanneer zij ziet dat de Regeering voor Staatsgebouwen aanzienlijke bestellingen in den vreemde doet, die voor de Belgische kapitalen en arbeiders eene zeer welkome vergelding zouden zijn.

2^o Anderzijds werd herhaaldelijk gevraagd dat alle overtollige weelde uit militaire gebouwen zou worden verbannen.

Wat voor kazernen is te wenschen, is gemakkelijke inwendige inrichting.

Dat men in de wijken voor officieren, onderofficieren en soldaten overvloedig lucht en licht aanbrengt, en de gezondheidswetten naleeft, de gebouwen doelmatig inrichte, dat zal beter zijn dan de gevels te overladen met zware, lijvige versierselen, die niet altijd beantwoorden aan schoonheidsgevoel.

IV. — Verbetering van toestand.

Eenmaking der bezoldigingen.

De adjuncten bij de Genie.

De klerken bij de Genie.

Het personeel van het Landkaart-instituut.

De burgerlijke beambten bij het Departement van Oorlog.

De muzikanten-gagisten.

Eenmaking der bezoldigingen.

De Middenafdeeling handelde insgelijks over verschillende klassen van personen, behorende tot het Departement van Oorlog, en voor welke zij al de welwillendheid van het Departement inroept.

Eerst stelde zij eene vraag over de eenmaking der bezoldigingen.

Zij herinnert zich trouwens, dat toen de achtbare heer Vandenpeereboom zijne werkkraft en welwillendheid ten beste gaf tijdens zijn interim als Minister van Oorlog, deze de door een aantal officieren zoo ongeduldig verbeide hervormingen had laten verhoppen.

Het door haar verkregen antwoordt luidt als volgt :

« De Regeering verwijst naar de antwoorden, gegeven aan de Middenafdeelingen die de Begrotingen van Oorlog voor 1902 en 1903 onderzochten. »

De adjuncten bij de Genie.

Herhaaldelijk betuigde de Kamer hare belangstelling voor het personeel van den bijzonderen dienst der militaire Genie, officieren, adjuncten, klerken en toezieners, en drong ten hunnen voordeele aan bij de Regeering of verleende de noodige kredieten om hunnen toestand te verbeteren.

Inzonderheid voor de adjuncten bij de Genie, werd dikwijls de toepassing gevraagd van de uitmuntende maatregelen, genomen ten bate der adjuncten bij de Fransche Genie, die thans recht hebben op de bezoldiging

en de andere voorrechten, toegekend aan strijdende officieren, tot-en met den graad van majoor. Kan, door het verleenen van dezelfde voordeelen, de toestand onzer adjuncten bij de Genie niet worden verbeterd?

Al zijn de ambtsbezigheden der adjuncten bij de Genie dezelfde in beide landen, toch worden de Belgische adjuncten, ofschoon van denzelfden oorsprong, minder goed behandeld, omdat op hen nog steeds wordt toegepast het koninklijk besluit van 16 April 1834, waarbij zij worden beschouwd als burgerlijke ambtenaren. Aldus blijven zij beschouwd in zake van jaarwedde en pensioen; doch voor de bevordering wordt op hen toegepast artikel 2 der wet van 16 Augustus 1873, dat hun kader bepaalt en hun de hoedanigheid van officier in werkelijken dienst toekent

Toch worden zij op verre na niet beschouwd als officieren, want talrijke beslissingen, door het Krijgsbeheer genomen of voorgesteld, verlammen de strekking der wet en ontnemen grootendeels aan de adjuncten de voordeelen die de officieren genieten. De wet is maar van toepassing voor het bepalen van de kaders en de indeeling der klassen, 't is te zeggen de wijze van bevordering

Daar de rangopvolging voor de adjuncten bij de Genie niet is vastgesteld, genieten zij, wanneer zij in oorlogstijd hunne ambtsbezigheid moeten uitoefenen in vestingen of veldparken, geene van de vergoedingen die voor dat meerder werk worden verleend, noch vergelding, voor het te velde trekken, noch vermeerdering van den in den krijg doorgebrachten tijd, die moet medetellen voor het berekenen van het pensioen, enz. Zelfs onthoudt men hun de noodige uitrusting voor hunne persoonlijke verdediging; zij bezitten niet de krigsverordeningen die zij moeten toepassen; zij hebben geene veldtenuue, en diegene welke zij enkele keeren per jaar dragen, wordt door de troepen niet erkend. Dus schijnt het dat men ze enkel wil houden voor burgerlijke ambtenaren, in strijd met wat geschiedt in Frankrijk en Duitschland, waar zij volkomen gelijkgesteld zijn.

Om den dienst der Genie in oorlogstijd en zelfs in vreedstijd goed te kunnen benuttigen, zouden de adjuncten der Genie gelijkstelling moeten genieten, en daar dit hun zedelijke en stoffelijke voordeelen zou kunnen verschaffen, stellen wij deze oplossing voor om hunnen toestand te verbeteren. Die gelijkstelling zou moeten geschieden tot en met den graad van majoor.

Ware, om door ons onbekende redenen, deze gelijkstelling onmogelijk, dan verzoeken wij den heer Minister van Oorlog op de adjuncten bij de Genie de bepalingen toe te passen, welke hij nam ten voordeele van andere burgerlijke beambten bij zijn Departement, met name de bestuurders van den dienst der slaping en der Intendentie, om hunne bevordering te regelen, 't is te zeggen een gemiddeld tijdsbestek te bepalen om van eene klasse naar eene andere over te gaan, zonder te wachten tot er in de hogere klasse plaatsen openvallen. Dezelfde bevorderingsregel geldt overigens voor dergelijke kaders bij de andere Departementen: ingenieurs en conducteurs van Bruggen en Wegen: ingenieurs, sectiehoofden of ondersectiehoofden bij Staatspoorweg. Zoodoende kan men de bevordering van die ambtenaren regelen.

De noodzakelijkheid van die hervormingen zal bewezen zijn wanneer

wij herinneren dat thans sommige adjuncten van 2^o klasse dertien dienstjaren tellen, proeftijd inbegrepen, dus acht jaar per klasse, terwijl de adjuncten van hogere klassen gemiddeld maar vier of vijf jaar per klasse tellen. Dergelijke strijdigheden, schadelijk en ontmoedigend voor goede ambtenaren, zouden te vermijden zijn door boven aangegeven middel, dat, zooals wij zegden, door den heer Minister van Oorlog reeds werd beproefd.

Reeds vroeger had de Middenafdeeling gevraagd dat er ten voordeele van die beambten maatregelen zouden worden genomen; nog dit jaar stelde zij dienaangaande de volgende vraag :

Vraag.

« Denkt de heer Minister eerlang de sedert lang aangekondigde maatregelen te nemen ten opzichte van de adjuncten bij de Genie?

» Kan de Middenafdeeling kennis krijgen van de ontworpen maatregelen? »

Antwoord.

« De verbetering van den toestand der beambten en ambtenaren der Genie ving aan met de adjuncten; zij erlangen reeds eene eerste voldoening.

» Doch ongetwijfeld zullen hun nog andere voordeelen verleend kunnen worden: die zaak wordt onderzocht. »

Het verwonderde der Middenafdeeling geenszins dat « de zaak wordt onderzocht »; doch het zou haar wel meer bevredigen zoo zij vernam dat dit onderzoek hetwelk thans zeer rijp moet zijn, uitliep op eene oplossing.

De klerken bij de Genie.

De Middenafdeeling werd insgelijks verzocht zich welwillend bezig te houden met de klerken bij de Genie, wier wenschen neerkomen op het volgende :

Dat er zou worden verleend :

1^o Aan de klerken bij de Genie die vijftig jaar oud zijn en vijf-en-twintig jaren dienst tellen en sedert vijf jaar geene verhooging van jaarwedde kregen, de vermeerdering met een vijfde, zooals het geval is met al de beambten van het Middenbeheer van het Ministerie van Oorlog en van de andere ministerieele Departementen;

2^o Regelmatige verhooging van jaarwedde, 't is te zeggen om de drie jaar, zooals wordt verleend aan de andere klassen van ambtenaren en beambten bij het Departement van Oorlog (behalve de Genie) en aan die der andere ministerieele Departementen.

De som, uit te trekken onder artikel 13 der Begrooting, zou slechts lichtelijk worden verhoogd, daar slechts weinige klerken in bovenbedoelde omstandigheden verkeerden.

Het personeel van het Landkaart-instituut.

De toestand der beambten van dit belangrijk gesticht verdient in het licht te worden gesteld, want het schijnt — in strijd met den regel bij alle groote openbare besturen — dat hij op geene vaste inrichting berust.

Ziehier in welke bevoordingen de Middenafdeeling zich ten opzichte van die beambten wendde tot den heer Minister van Oorlog :

« Het militair Landkaart-instituut (3^o algemeen bestuur) is het eenige van de zes algemeene besturen van het Departement van Oorlog waar geene kaders zijn ingericht, geen standaard voor de jaarwedden bestaat. Niets regelt de werving van het personeel, zooals bij andere ministerieele Departementen, en niets laat dezen beambten eene geregelde toekomst verhoplen of voorzien; zij staan onder veranderlijke regelen, en bij gemis van ambtelijke inrichting geeft deze toestand soms onvermijdelijk aanleiding tot onregelmatigheden.

» Die zoo veranderlijke regelen, in rechtstreeksch verband met de verandering van oversten, worden zonder vasten grond toegepast.

» Is de heer Minister niet van plan dien toestand te verhelpen, en wanneer mogen de belanghebbenden bevrediging verwachten? »

De heer Minister antwoordde :

« Het militair Landkaartgesticht (3^o algemeen bestuur) wordt in regie beheerd.

» Het kader van het bestendig personeel werd ingesteld bij koninklijk besluit van 8 November 1902.

» Volgens de behoeften van den dienst, bepaalt de Minister van Oorlog de tijdelijke beambten die daar zijn te benoemen, krachtens koninklijk besluit van 31 Januari 1861.

» De beambte die in het gesticht komt, krijgt eene aanvangswedde in verhouding tot zijne bekwaamheid in het vak.

» Verhooging van jaarwedde wordt verleend binnen de perken der begrootingsmiddelen, aan beambten die deze gunst verdienen, uit hoofde van hunne bekwaamheid, de belangrijkheid hunner werken en hunne dienstjaren.

» Een tarief der jaarwedden, enkel gegrond op de dienstjaren, is niet van toepassing op beambten die niet zijn en niet kunnen worden aangenomen in dezelfde voorwaarden. De goede gang van den dienst vereischt dat er verhooging wordt verleend naar gelang van de hoeveelheid en de hoedanigheid van den arbeid, welken de beambte kan en wil leveren.

» Het Departement van Oorlog onderzoekt of het mogelijk is den graad van bestendigen beambte te verleenlen aan een grooter getal agenten en een tarief voor de bevordering op te maken. »

Burgerlijke beamten bij het Departement van Oorlog.

Een lid der Kamer verzocht den heer Voorzitter der Middenafdeeling aan deze de volgende vraag te onderwerpen :

« Op het ontwerp van begrooting voor het Ministerië van Oorlog, dienst-

jaar 1906, is onder artikel 2 eene verhooging van 24,745 frank uitgetrokken, om geregelde verhooging van jaarwedde toe te staan aan burgerlijke ambtenaren en beambten bij dat Departement.

» Daar er verschillende klassen van burgerlijke beambten bij het Departement zijn, zou de heer Minister niet gelieven aan te duiden :

» 1^o Diegene welke regelmatig verhooging krijgen en sedert wanneer ?

» 2^o Diegene welke zich niet in deze voorwaarde bevinden, en om welke redenen zij deze voordeelen niet genieten ? »

De Middenafdeeling achtte het zich ten plicht de vraag van ons achtbaar Medelid over te maken aan het Departement, dat daarop antwoordde :

« 1^e KLASSE. Krijgen regelmatig de gewone verhooging van jaarwedde :

» 1^o Al de burgerlijke ambtenaren en beambten, alsmede de dienstlieden van het Middenbeheer. Sedert het jaar 1902 zijn de verhoogingen voor de dienstlieden regelmatig geworden ;

» 2^o De burgerlijke beambten der fabricatie-inrichtingen van de Artillerie : a) de technische ambtenaren, sedert 1888 ; b) de ambtenaren en beambten van het beheerskader, sedert 1896, en c) de onderzoekers en nazieners van wapenen, sedert 1905 ;

» 3^o De machinisten bij den dienst der onderzeesche mijnen (Koninklijk besluit van 30 Juni 1901) ; de sluiswachters der Genie (Koninklijk besluit van 26 Maart 1905) ;

» 4^o De burgerlijke ambtenaren en beambten van het centraal kleedingmagazijn des legers, krachtens het reglement, toegevoegd aan het Koninklijk besluit van 26 September 1904 ;

» 5^o De burgerlijke ambtenaren en beambten bij den dienst van het militair beddegoed, krachtens de bepalingen van het Koninklijk besluit van 7 December 1903 ;

» 6^o De burgerlijke beambten en werklieden, aangeworven bij toepassing van artikel 100 der wet van 21 Maart 1902 op de militie ;

» 2^e KLASSE Krijgen niet geregeld verhooging van jaarwedde :

» 1^o De bestendige beambten en werklieden bij het militair Landkaart-instituut, wier jaarwedde of dagloon afhangt van de bekwaamheid, het belangrijke hunner werken of hunne dienstjaren ;

» 2^o De adjuncten, klerken of toezieners bij de Genie.

» Zij zijn in klassen ingedeeld ; voor iedere klasse bestaat een minimum en een maximum van jaarwedde.

» Zij gaan over bij rang van ouderdom, en zoo er plaatsen openvallen, van eene klasse naar de volgende, en van het minimum naar het maximum van jaarwedde. »

De muzikanten-gagisten.

Eindelijk, om goeden samenhang in de troepenkorpsen te verzekeren, vroeg de Middenafdeeling of muzikanten-gagisten die opnieuw dienst nemen minder soldij trekken dan bij hunne eerste verbintenis.

De heer Minister antwoordde volgenderwijs :

« De soldij der muzikanten wordt door den Minister van Oorlog bepaald, op voordracht der korpsoversten. (Reglement op het rekenplichtig beheer der legerskorpsen, van kracht sedert 1 Januari 1906.)

« Wanneer muzikanten-gagisten eene nieuwe verbintenis aangaan, wordt hunne aanspraak op de soldij die zij vroeger trokken onderzocht door het korpsopperhoofd, op verslag der Muziekcommissie.

» Opzichtens de belanghebbenden die laakbaar zijn, omdat zij zich niet toelegden op vermeerdering van hunne kennis, kan den Minister worden voorgesteld hunne soldij te verminderen. Daarentegen erlangen de muzikanten-gagisten, die bewijs leverden van eenen arbeid, welke ze in hunne kunst onderscheidt, gewoonlijk op dat oogenblik eene verhooging van soldij ».

V. — Stemming over de Begrooting.

In de afdeeling der Kamer liep het onderzoek der Begrooting vlug van stapel.

In drie afdeelingen werd geene enkele opmerking gemaakt; twee maakten er eene enkele en eene maakte er vier.

De stemmingen werden uitgebracht als volgt :

1 ^e Afdeeling.		9 ja, 2 neen.
2 ^e »		11 ja.
3 ^e »		8 ja, 7 neen.
4 ^e »		6 ja, 3 neen.
5 ^e »		7 ja, 4 neen en 1 onthouding.
6 ^e »		9 ja, 1 neen.

50 ja, 17 neen en 1 onthouding.

Door de Middenafdeeling werd de Begrooting alsmede het verslag goedgekeurd bij eenparigheid harer leden.

De Verslaggever,
HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,
E. NERINCX.